

À SON HUITIÈME JOUR

Le procès Sonatrach s'emballe

Le début de l'audition des mis en cause dans le contrat attribué aux Italiens de Saipem Contracting Algeria a constitué l'un des points forts au huitième jour du procès de l'affaire Sonatrach 1. Les propos tenus la veille par l'ex-vice-président des activités de transport par canalisation ont été de nouveau évoqués hier par le concerné.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Hier et pour la seconde fois à l'occasion de son passage à la barre, l'ex-vice-président chargé des activités de transport par canalisation, Benamar Zenasni, a réitéré les propos tenus la veille. Il a réaffirmé de nouveau devant le tribunal criminel que le projet de GK3 de 756 km reliant Hassi R'Mel à El Tarf qui a été inscrit par Sonatrach pour approvisionner l'est de l'Algérie en gaz et également dans la perspective de le relier au projet Galzi, qui permettra à l'Algérie «d'alimenter le sud de l'Italie en passant par la Sardaigne».

Selon les explications de Zenasni, «la division transport a lancé un appel d'offres pour réaliser le projet et plus de dix sociétés ont soumissionné, y compris une société algérienne, filiale de Sonatrach qu'il présidait. Mais seule Saipem a maintenu l'offre en juin 2008». Or, le mis en cause, selon ses dires, n'a été P-dg adjoint que le 6 novembre 2008. «J'ai pris le train en marche», a souligné Zenasni, mais il a consta-

té que la situation était exceptionnelle car le projet avait un caractère d'urgence et il fallait retenir le mieux-disant, et Saipem a proposé 688 millions de dollars (49 milliards DA) pour plus de 350 km de canalisation.

«Je ne voulais pas signer le contrat car le montant était trop élevé», explique l'ex-vice-président chargé des activités de transport par canalisation M. Benamar Zenasni. Néanmoins, le ministre de l'Energie de l'époque lui a conseillé de ne pas annuler ce marché car rien ne garantissait que les prix de réalisation n'allaient pas augmenter et qu'il fallait seulement négocier avec Saipem pour réduire le montant.

«Lorsque j'ai rencontré le ministre de l'Energie, il m'a instruit de continuer le travail et qu'il n'était pas question d'annuler le projet. Il y avait une grande concurrence entre l'Algérie et la Russie dans la course pour alimenter l'Italie en gaz. Le projet a été réalisé en 2012 et au jour d'aujourd'hui, Sonatrach a exporté pour plus d'un milliard



L'affaire Saipem et le siège de Ghermoul à l'ordre du jour.

sept cent millions de dollars. Trois années après la fin des travaux, Sonatrach a amorti de très loin son investissement», a-t-il ajouté.

«Je ne suis jamais intervenu auprès de mon père»

Voulant savoir davantage sur cette affaire, le président du tribunal criminel demande au mis en cause «tu as conclu un accord en violation du code de marché public». Et Zenasni de répondre : «Il faut être dans le contexte de l'époque», d'où la question du juge qui lui dit «pourquoi n'avez-vous pas lancé un autre appel d'offres pour revoir à la baisse le montant du contrat ?» «Si c'était le cas,

Sonatrach n'aurait pas pu négocier», rétorque l'ex-vice-président.

Pour rappel, ce dernier est poursuivi pour les chefs d'inculpation «d'association de malfaiteurs, passation de marchés en violation de la législation et du règlement en vigueur et blanchiment d'argent».

Par ailleurs, le juge Reggad lui a demandé «tu savais que le fils de l'ex-P-dg était consultant chez Saipem ?» «Non», répond Zenasni. «Si vous le saviez, auriez-vous signé ?» «Jamais», a-t-il répondu. C'est à ce moment précis que le fils de l'ex-patron du groupe Sonatrach est invité à la barre.

Le président du tribunal criminel voulait notamment en savoir si sur

son contrat conclu avec Saipem (sans aucune trace écrite) dans une affaire 92 millions de dollars à l'occasion d'un projet avec Sonatrach. Mieux, le juge lui rappelle que Tulio Orsi, l'ex-P-dg de la Saipem l'avait chargé d'intercéder auprès de son père qui lui a opposé une fin de non-recevoir en 2006.

Face au juge, Meziane Mohamed-Rédha dira : «Je n'ai jamais intervenu auprès de mon père». «J'ai reçu un prêt de 4 millions DA de la part de Saipem en 2009 sans signer aucun document et par simple confiance, et je n'ai pas remboursé car j'étais en prison», a reconnu Meziane Mohamed-Rédha.

A la fin de son témoignage, ce dernier cite des noms de personnes déjà évoqués dans la presse à l'image de Rédha Hamache ou encore Farid Bedjaoui, mais sans pour autant expliquer le degré de leur implication dans cette affaire.

Hier, en début d'après-midi, le juge a entamé l'audition des personnes du troisième groupe de l'affaire soit celles impliquées dans l'affaire de la rénovation du siège Ghermoul. Une rénovation «faite aussi dans l'urgence en optant pour la procédure du gré à gré».

A. B.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

307 projets attendent preneur

La recherche scientifique peine toujours à trouver un accompagnement sur le terrain. Selon Mokhtar Sellami, directeur du développement technologie et de l'innovation au ministère de l'Enseignement supérieur, il y a actuellement 307 projets valorisables qui attendent preneur.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - S'exprimant hier lors d'une journée sur la valorisation de la recherche en santé, M. Sellami a expliqué que ces projets ont subi les différents tests de validation et sont prêts à être exploités.

Le problème, ces projets innovants sont toujours dans les tiroirs des universités à défaut de pouvoir trouver preneur. «Nous sommes frustrés de voir que certains projets ont leur place comme la télémédecine mais qui ne trouvent pas preneur, pourtant nous sommes disposés à les mettre sur le terrain. Aujourd'hui, notre faiblesse se situe au niveau de la fin de la recherche car les centres universitaires de recherche ne sont pas des entités économiques mais des centres de recherches, une fois le projet de recherche finalisé, il a besoin d'être repris par des institutions et des entreprises économiques pour l'accompagner à le mettre sur le terrain. Nous avons une faiblesse au niveau du tissu industriel et économique pour la création de start-up et des PME sur les projets innovants», a-t-il souligné.

Une grande partie de ce problème, poursuit le professeur, est due aux importations. «Il faut savoir que les importations massives ont beaucoup ralenti la situation du développement technologique du pays, aujourd'hui, lorsqu'on parle des voies et moyens innovants permettant une économie de savoir indépendante des hydrocarbures, la recherche scientifique est une solution non négligeable et nous avons des résultats qui sont prêts à aller vers la phase productive mais nous avons besoin de l'accompagne-

ment des institutions pour les concrétiser sur le terrain», a indiqué l'intervenant qui souligne que le budget alloué pour la recherche répond à tous les projets de recherche scientifique. «Nous avons le financement nécessaire pour le développement de la recherche», a-t-il assuré.

Par ailleurs, le professeur Chawki Ziani Cherif de l'université de Tlemcen qui a pré-

senté un projet sur la synthèse d'un nouvel antibiotique dit avoir grand «espoir de voir son médicament devenir un blockbuster» soit un médicament qui génère plusieurs milliards de dollars par an.

Cet antibiotique s'il réussit à voir le jour va résoudre définitivement le problème de la résistance aux bactéries. Soit une première dans le monde. Pour l'instant, le médica-

ment, explique son inventeur, est encore en phase d'expérimentation sur les différentes souches bactériennes.

L'antibiotique a réussi à résister pour le moment aux six souches dont il a fait l'expérimentation. «Si nous réussissons à l'essayer sur 30 ou 40 souches, ça sera bon», espère le professeur Ziani.

S. A.

LE CNES EN GRÈVE

Tahar Hadjar se dit ouvert à des discussions

Prévues du 5 au 7 janvier 2016, ces trois journées de grève sont la continuité de celles de décembre dernier pour les mêmes revendications. La différence réside dans le fait que la présente grève a abouti.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Joint hier pour mesurer la participation des enseignants du supérieur concernant cette grève, le coordinateur du Cnes, Abdelmalek Rahmani, a confié qu'il a été contacté par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, mardi dernier. Selon lui, Tahar Hadjar a exprimé lors de sa rencontre avec ce dernier «sa disponibilité ainsi que sa disposition» à écouter et à débattre de leurs revendications «dans les plus brefs délais».

Interrogé sur la date précise de cette éventuelle réunion, le porte-parole du Cnes a indiqué qu'il rédigerait un compte-rendu dans ce sens afin de l'exposer lors du conseil national du syndi-

cat ce vendredi 8 janvier. En outre, l'éventuelle réunion avec le ministre de tutelle se tiendra «probablement» samedi 9 janvier.

Par ailleurs, cet engagement ne freine en rien les trois jours de grève qui prendra fin aujourd'hui comme prévu, a précisé A. Rahmani. Concernant l'adhésion des enseignants à ce mouvement justement, il a évoqué «une forte participation». Pourtant, les cours se sont déroulés le plus normalement du monde au niveau des universités d'Alger ou encore de Béjaïa. A cet effet, le coordinateur du Cnes a insisté sur la considération des 60% de professeurs vacataires qui ne se sentent pas impliqués s'agissant des grèves ou des revendica-



Tahar Hadjar, ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

tions, à caractère socioprofessionnel pour la plupart.

Le Cnes veut faire valoir, entre autres, la crise dans laquelle vit l'université algérienne aujourd'hui et sa dégradation constante. Que ce soit pour le niveau d'étude ou le mode de gestion tout aussi archaïque qu'anarchique et qu'il faudrait

évaluer afin d'y pallier «en urgence».

De plus, il y a lieu de considérer le niveau des salaires des enseignants oscillant entre 46 000 DA et 56 000 DA à l'heure où l'inflation et les nouvelles dispositions socioéconomiques rabattent leur moindre pouvoir d'achat.

N. B.